

JEUDI 6 AOÛT 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Démence extractive, c'est-à-dire «Explosions la planète» p.1
- = L'Europe et la planète malades de la présence humaine p.2
- = L'usage des agrocarburants est nocif pour la planète p.3
- = Paradoxes du monde fini... selon Dominique Bourg p.5
- = « Développement durable », une expression sans avenir p.5
- = P. Artus, la croissance économique ne durera pas toujours p.7
- = USA : Le secteur pétrolier licencie avec la chute des cours – Moody's p.9
- = Denissto: Avec un pétrole à 40 ou 50 dollars le baril, dans 6 mois les Etats-Unis seront au plus mal ! (Vidéo) p.10
- = La croissance américaine exagérée par un facteur 5 juste avant les élections p.10
- = Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé plus que prévu en juin p.11
- = Perte record pour la Banque Nationale Suisse : 50 milliards de francs p.12
- = LA THÉORIE DES BRANCHES MORTES (François Leclerc) p.13
- = JUSQU'OU PEUT MENER L'ÉCONOMIE INFORMELLE ? (François Leclerc) p.15
- = L'emploi précaire devient-il une norme ? (Bruno Colmant) p.16
- = Hausse des créances douteuses reconnues , en Chine (Bruno Bertez) p.17
- = Espagne , une reprise « temporaire » p.18
- = Le plan de l'année et du potus... (Patrick Reymond) p.18
- = Barack Obama lance son plan pour une énergie propre afin de combattre le réchauffement climatique p.20
- = Comment l'Occident prépare une 3e guerre mondiale perdue d'avance contre ses "barbares" p.21
- = La Grèce obtient un prêt de 7 milliards d'euros... pour rembourser d'autres prêts p.25
- = La crise de Porto Rico risque de s'aggraver prochainement p.27
- = Crise économique : La nouvelle grande transformation p.28

- = **L'écologie est-elle possible ? [Réponse à Barak Obama pour son programme pour réduire les impacts humains sur le changement climatique (page 20)] p.31**



Démence extractive, c'est-à-dire «Explosions la planète»

Biosphère, 9 mai 2015 , Article en reprise

Nous traversons la dernière étape de l'exploitation à grande échelle des minéraux. En deux siècles à peine, au terme d'une guerre impitoyable, nous aurons remonté à la surface de la terre un trésor qui avait mis des millions, voire des milliards d'années à se constituer. Le point culminant de cette **démence extractive** est la décision des compagnies pétrolières d'exploiter certains combustibles non conventionnels comme le gaz de schiste, le pétrole en eaux profondes ou les sables bitumineux.

En 2001, au tout début de l'envolée historique des prix du pétrole, BP avait lancé un nouveau slogan : « *Au-delà du pétrole.* » Ce leitmotiv avait été perçu comme

une évolution qui mettrait un terme à l'ère des combustibles fossiles. Mais le scénario inverse s'est produit : comme les prix du pétrole ont augmenté, les compagnies ont compris qu'elles pouvaient engranger des bénéfices à court terme en exploitant des ressources dont le développement était auparavant trop coûteux. C'est ainsi que le leitmotiv « *Au-delà du pétrole* » s'est transformé en « *Explosons la planète* ». Cette stratégie nous piège dans l'économie extractive.

Deux messages essentiels au bien-être humain sont systématiquement laissés de côté. Plus nous extrayons, plus vite nous manquerons de ressources, et si nous continuons à brûler des combustibles fossiles, nous risquons de franchir le seuil d'un changement climatique non linéaire et incontrôlé. Le système économique contemporain est apparemment dépourvue de mécanismes incitant les grandes entreprises à valoriser les avantages à long terme pour nous tous, y compris pour elles-mêmes. Leur raison d'être consiste en effet à maximiser les bénéfices à court terme. De son côté le champ politique est dénué d'une vision du bien commun et ne fait que se plier à la volonté de divers groupes de pression. En coulisse, les dirigeants politiques continuent d'octroyer les permis nécessaires à la poursuite d'opérations minières toujours plus extravagantes, toujours plus nocives. Toutes les tentatives pour prendre des mesures à l'échelle mondiale contre le réchauffement de la planète sont restées lettre morte – à l'image de celles qui se proposaient de libérer l'humanité de sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Le moment est venu de remettre au goût du jour le principe du protocole de Rimini, c'est-à-dire d'imposer un plafond légal qui s'appliquerait à l'exploitation des ressources non renouvelables.

(extraits de la Postface de Karl Wagner : nous pouvons arrêter de piller la planète)

tiré du livre "Nouveau rapport au club de Rome : le grand pillage (comment nous épuisons les ressources de la planète)"

Éditions Les petits matins, 433 pages, 19 euros

L'Europe et la planète malades de la présence humaine

Biosphère 5 mars 2015

Nous nous préoccupons beaucoup dans les médias du FN [**Front National, partie politique en France**] (« acteur incontournable aux cantonales ») ou de la fessée (« pas encore interdite en France »), mais vraiment pas assez dans notre comportement pour les choses essentielles. Rappel :

1/2) Biodiversité, état des sols, pollution : l'environnement se dégrade en Europe

L'artificialisation des sols, due principalement à l'urbanisation, s'accompagne de

leur fragmentation (30 % du territoire de l'UE est aujourd'hui fortement morcelé), mais aussi de leur dégradation, du fait de l'intensification de la production agricole et de l'érosion, qui touche plus de 25 % de l'espace européen... L'utilisation « non durable » des terres, facteur majeur de la perte de biodiversité, menace aussi les « services écosystémiques » assurés par les sols (comme le stockage de l'eau ou la filtration de contaminants), en même temps qu'elle accroît la vulnérabilité de l'Europe au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Cette situation, qu'il est « difficile ou coûteux d'inverser », « ne devrait pas changer de manière favorable »...

L'AEE (agence européenne de l'environnement) exhorte à « une refonte complète des systèmes de production et de consommation qui sont à l'origine des pressions exercées sur l'environnement et le climat ». Ce qui nécessite, ajoute-t-elle, « de profonds changements dans les institutions, les pratiques, les technologies, les politiques et les modes de vie et de pensée prédominants ». (LE MONDE du 4 février 2015)

2/2) La Terre a perdu la moitié de ses populations d'espèces sauvages en 40 ans

La planète est malade, et sa guérison semble de plus en plus incertaine. La pression exercée par l'humanité sur les écosystèmes est telle qu'il nous faut chaque année l'équivalent d'une Terre et demie pour satisfaire nos besoins en ressources naturelles, tandis que le déclin de la biodiversité est sans précédent. Ce sont les conclusions alarmantes du Fonds pour la nature (WWF), dans la dixième édition de son rapport Planète vivante, le bilan de santé le plus complet de la Terre... L'empreinte écologique de l'humanité atteignait 18,1 milliards d'hectares globaux (hag, hectares de productivité moyenne) en 2010, soit 2,6 hag par personne. Le problème, c'est que cette empreinte mondiale, qui a doublé depuis les années 1960, excède de 50 % la biocapacité de la planète, c'est-à-dire sa faculté à régénérer les ressources naturelles et absorber le CO₂. Ce « dépassement » est possible car nous coupons des arbres à un rythme supérieur à celui de leur croissance, nous prélevons plus de poissons dans les océans qu'il n'en naît chaque année, et nous rejetons davantage de carbone dans l'atmosphère que les forêts et les océans ne peuvent en absorber... Résultat : les effectifs de ces espèces sauvages ont décliné de 52 % entre 1970 et 2010. Autrement dit, la taille de ces populations a fondu de moitié en moins de deux générations. (Le Monde.fr | 30 septembre 2014)

[L'usage des agrocarburants est nocif pour la planète](#)

Biosphère , 6 mai 2015

Les véhicules à moteur n'auront bientôt plus d'énergie. On croyait remplacer l'essence par des agrocarburants, on déchant. L'union européenne revient en arrière et « limite l'usage des agrocarburants nocifs pour la planète » après en avoir fait un cheval de bataille. Le Parlement européen s'est prononcé à une large majorité le 28 avril 2015 pour un plafonnement des agrocarburants à 7 % du total des carburants utilisés dans le secteur des transports*. Timide tournant, Bruxelles s'était prononcée en 2012 pour un plafonnement à 5 %. Comme les carburants utilisés aujourd'hui en Europe contiennent déjà en moyenne 5 % d'agrocarburants, fixer ce plafond à 7 % laisse encore la possibilité d'une croissance. Il est vrai que le conseil des ministres européens de l'énergie ne voudrait pas de restriction. Il n'est pas encore rentré dans les pratiques que le secteur de l'énergie n'est qu'un sous-aspect des considérations écologiques. Car la problématique des nérocarburants est complexe.

Au niveau de l'affectation des sols, il faut choisir entre conduire (agrocarburants) et manger (produire de l'alimentation). La concurrence avec les cultures alimentaires est nuisible aux plus pauvres, en poussant les prix alimentaires à la hausse. Tenir l'objectif européen de 10 % d'énergies renouvelables dans les transports d'ici à 2020 nécessite plus d'agrocarburants et pénalise indirectement la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Par exemple l'utilisation d'une partie de la production de colza pour faire du biodiesel reporte la demande alimentaire sur d'autres huiles végétales et peut donc provoquer le déboisement de terres en Afrique ou en Asie pour y cultiver du palmier à huile, entraînant une perte d'écosystèmes captant le dioxyde de carbone (CO₂). De plus, comme le colza absorbe assez mal l'engrais azoté, son développement en culture énergétique risque de provoquer une augmentation des pollutions de l'eau. Certains agrocarburants conduisent même à une augmentation des émissions de polluants atmosphériques, comme le protoxyde d'azote. Le bilan énergétique des filières présente des écarts gigantesques selon les modalités d'analyse : dans la chaîne de production des agrocarburants, on peut aller d'un gain de onze unités d'énergie produites pour une consommée à une perte de seize unités. Quant aux agrocarburants produits dans les pays tropicaux, s'ils présentent des rendements énergétiques bien meilleurs (notamment la canne à sucre), leur développement se produit en partie par la déforestation.

En fait, le développement des agrocarburants a été largement motivé par la volonté de soutenir les céréaliers, mis en difficulté des deux côtés de l'Atlantique par la baisse des subventions. Il est urgent de changer de modèle énergétique, ce qui veut dire d'abord limiter nos besoins... c'est-à-dire rouler à pied ou en vélo !

* Le Monde.fr | 28.04.2015, L'Europe limite l'usage des agrocarburants nocifs pour la planète

Paradoxes du monde fini... selon Dominique Bourg

Biosphère 05 décembre 2014

LE MONDE publie un quatre pages sur *Vivre ensemble* : « *Les Français sont inquiets...* » Mais on y parle uniquement des relations inter-humaines ; un seul petit article de Dominique Bourg* aborde les relations (inquiétantes) de l'espèce humaine avec la nature. En voici un résumé :

"La finitude du cosmos antique ne souffrait aucune transgression. Rien ne nous empêche, en revanche, d'accumuler dans l'atmosphère des gaz à effet de serre. Le changement climatique signifie 1 800 ans d'effets directs très forts, 5 000 ans d'effets forts, puis un decrescendo sur des millénaires, avec des effets indirects, en termes de biodiversité, sur un temps beaucoup plus long encore. Tel est le premier paradoxe : la finitude du monde échappe à nos sens, ne nous avertit en rien, puis s'abat sur nous irrémédiablement.

Le second paradoxe est celui des ressources. Elles demeurent abondantes, alors que nos réserves s'épuisent. La clé est l'EROI (*Energy Return on Investment*), TRE en français (taux de retour énergétique). Or, ce dernier ne cesse de chuter. Il suffisait autrefois d'investir un baril de pétrole pour en obtenir cent. Avec les sables bitumineux du Canada, en investissant un baril, on retire entre quatre et à peine plus d'un baril. Et si l'on ajoute à l'énergie nécessaire à l'extraction celle nécessaire à conduire le baril sur son lieu de consommation, en moyenne, l'énergie investie triple. Il en va de même pour les métaux. La clé est le coût énergétique de leur extraction. Lequel ne cesse de croître. Des ressources abondantes peuvent cacher des réserves limitées.

Parier sur l'abondance des ressources et la croissance, sur une planète insidieusement finie, alors même que la décrue démographique n'aura pas même lieu durant le siècle, est aussi inepte que dangereux."

* LE MONDE du 2 décembre 2014, *Paradoxes du monde fini*

« Développement durable », une expression sans avenir

Biosphère 09 juillet 2014

Serge Latouche (*décoloniser l'imaginaire* aux éditions Parangon)

Le problème avec le développement durable n'est pas tant avec le mot durable qui est plutôt joli que dans le mot développement qui, lui, est carrément **toxique** ! En effet le « durable » signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution supérieur à la capacité de régénération de l'environnement. De fait les caractères durables ou soutenables renvoient non au développement réellement existant mais à la reproduction. La reproduction durable a régné sur la planète en

gros jusqu'au XVIIIe siècle. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement ; ce ne sont pas des prédateurs de la nature. Or c'est précisément cela que l'économie moderne a détruit. La signification historique et pratique du développement, liée au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. Il est clair que c'est le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis deux siècles, qui engendre les problèmes sociaux et environnementaux actuels : exclusion, surpopulation, pauvreté, pollutions diverses, etc. En accolant l'adjectif durable au concept de développement, il est non moins clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement (...)

La colonisation de l'imaginaire par le développementisme est telle qu'il faut absolument affirmer la rupture de façon radicale, et donc l'afficher aussi au niveau du vocabulaire. Les mots **toxiques** sont des obstacles pour faire avancer les choses.

Yvette Veyret (*éduquer à l'environnement, vers un développement durable*, actes de la DESCO)

La notion de développement durable m'inspire un scepticisme relatif. On ne peut dire que le développement durable soit un champ de recherche pour la science, car il ne comprend pas d'indicateurs scientifiques. Il se révèle en perpétuelle construction et est davantage politique que scientifique. Dès la fin des années 1980, peu après la popularisation du terme, il en existait déjà 40 définitions, qui correspondaient à différents types de position, en fonction de l'importance plus ou moins grande accordée au libéralisme (...)

Dans les pays en voie de développement se pose la question du choix d'un modèle économique. Faut-il transposer notre modèle de développement ? Peut-on concevoir que 1,3 milliards de Chinois possèdent tous une voiture ?

Le développement durable, les termes du débat (Compact civis, chez Armand Colin, février 2005)

- Corinne Gendron (professeure à l'université à Montréal) : l'ambiguïté des implications concrètes du développement durable n'est certainement pas étrangère à l'adhésion qu'il suscite auprès d'un large spectre d'acteurs sociaux. La principale contradiction concerne le traitement de la croissance économique. Certains auteurs dissocient la croissance du développement au point où la croissance est perçue comme antinomique au développement. D'autres interprètent le développement durable comme une croissance où seraient internalisés les coûts

sociaux et environnementaliste. Une troisième confond simplement le développement et la croissance dans une perspective qui s'approche de l'école macroéconomique néoclassique. L'irruption de la dimension écologique des conditions de vie vient dissocier le développement économique d'un bien-être défini en terme social alors que les deux sont étroitement confondus dans le paradigme industriel.

- Dominique Bourg (philosophe, professeur à l'université de Troyes) : la décroissance générale interdirait la réduction de la pauvreté et n'est guère compatible avec nos systèmes démocratiques. Il convient, en revanche, de disjoindre le dynamisme de nos sociétés de la croissance des flux de matières et d'énergie qui l'a toujours sous-tendu. C'est la croissance de ces flux qui met en péril la viabilité pour l'espèce humaine, notamment la biosphère. Il convient encore d'ajouter à la nécessaire décroissance des flux de matières et d'énergie, la décroissance, non moins impérieuse à plus long terme, des effectifs démographiques planétaires.

Dictionnaire du développement durable (AFNOR, mars 2004)

- Développement durable : Jusqu'à la fin des années 1950, les auteurs ont eu tendance à assimiler « accroissement du revenu par tête » et « développement. Significatif à cet égard est l'intitulé des ouvrages de l'époque. Il fait référence à la seule croissance économique comme le livre de Lewis (*Theory of Economic Growth*, 1955) ou celui de Rostow (*The Stages of Economic Growth*, 1958). Selon cette approche, les économies sous-développées ne se distinguent des économies développées que par leur incapacité à produire un revenu suffisant.

- Décroissance soutenable : concept selon lequel la décroissance devrait être organisée non seulement pour préserver l'environnement, mais aussi pour restaurer une certaine justice sociale au niveau international. Survie sociale et survie biologique seraient étroitement liées. Les limites du « capital nature » ne posent pas seulement un problème d'équité intergénérationnelle, mais aussi d'équité entre les humains contemporains. Cette doctrine conteste la possibilité d'une croissance économique durable et s'inspire des travaux de Nicholas Georgescu-Roegen dont le livre majeur (*The Entropy Law and The Economic Process*, 1971) fait un rapprochement entre les lois de l'entropie et les sciences économiques afin de souligner le manque de prise en compte, par les théories économiques, des aspects biogéophysiques des activités humaines.

P. Artus, la croissance économique ne durera pas toujours

Biosphère, 11 février 2015

Au milieu de l'été 2012 Robert Gordon entendait « *questionner l'affirmation, largement partagée depuis les travaux de Robert Solow dans les années 1950, selon laquelle la croissance économique est un processus continu qui durera toujours* ». Pour ceux qui n'auraient pas bien compris, Gordon enfonce le clou : « *Mon article suggère que la croissance rapide observée au cours des 250 dernières années pourrait bien être un épisode unique dans l'histoire de l'humanité.* » Emoi considérable, Gordon s'attaquait à une croyance collective. Cette référence récente du journaliste Vincent Giret* est étonnante. Il semble ignorer que les limites de la croissance sont bien analysées depuis plus de quarante ans avec le [rapport au Club de Rome](#) en 1972. Dans cette analyse systémique, les facteurs de blocage sont l'épuisement des ressources naturelles, la surpopulation, la pollution généralisée, les problèmes de l'agriculture et des limites technologiques. Ces causes structurelles sont liées à l'évolution exponentielle de l'emprise de l'humanité sur la planète. Notons qu'un taux de croissance du PIB de seulement 0,1 % constitue déjà une croissance qui entraîne un doublement d'une période à une autre.

En fait Vincent Giret introduisait ainsi une recension du livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard**. Ceux-ci mènent l'enquête sur les limites de la croissance : baisse de la productivité, vieillissement démographique, inefficacité croissante des systèmes d'éducation, coût de la lutte contre le réchauffement climatique, exigence du désendettement public et privé... Aucune des limites analysées par le rapport au Club de Rome ne sont envisagées si ce n'est par le mécanisme suivant : « *L'exemple de l'industrie pétrolière est édifiant : il faut investir sans cesse plus de milliards pour espérer extraire la moindre goutte de pétrole brut des profondeurs.* » Les économistes feraient mieux de s'interroger sur les limites biophysiques de la planète avant de s'intéresser aux phénomènes sociaux comme le vieillissement ou l'éducation.

La France n'est donc pas au « *seuil d'un nouveau modèle de développement* » comme espéré par Artus/Virard, mais au bord de l'effondrement. L'ensemble du système techno-industriel qui a voulu recouvrir la planète de son idéologie et de ses infrastructures ne pourra pas résister à la disparition des énergies fossiles. C'est ce que prévoyait déjà le rapport au Club de Rome : « *Adopter un comportement de croissance, c'est finalement courir au déclin incontrôlé de la population et des investissements par voie de catastrophes successives. Cette récession pourrait atteindre des proportions telles que le seuil de tolérance des écosystèmes soit franchi d'une manière irréversible. Il resterait alors bien peu de choses sur terre permettant un nouveau départ sous quelque forme envisageable que ce soit.* ». Quand la Biosphère ne pourra plus assurer notre subsistance parce que nous l'aurons irrémédiablement dégradée, la Nature haussera simplement les épaules en

concluant que laisser des singes diriger un laboratoire était amusant un instant, mais que, en fin de compte, c'était une mauvaise idée.

NOTES :

* LE MONDE économie&entreprise du 6 février 2015, Le mystère de la croissance disparue

** Croissance zéro. Comment éviter le chaos ?, de Patrick Artus, Marie-Paule Virard. Fayard, 184 pages, 16 €.

USA : Le secteur pétrolier licencie avec la chute des cours - Moody's

LesEchos.fr 05/08/15 à 16:43 - Reuters

NEW YORK, 5 août (Reuters) - Le secteur pétrolier américain a licencié de 10.000 à 15.000 personnes chaque mois depuis le début de l'année et pourrait continuer d'en faire autant d'ici la fin de l'année si les cours du pétrole restent aussi peu élevés, a déclaré mercredi Mark Zandi, économiste en chef chez Moody's Analytics.

Il s'exprimait lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes après la publication de l'édition de juillet de l'enquête mensuelle ADP sur l'emploi dans le secteur privé, réalisée conjointement avec Moody's Analytics.

Après être tombés à un creux de six mois lundi sur le marché new-yorkais Nymex, les cours du pétrole se sont légèrement repris. Vers 14h30 GMT, le contrat septembre sur le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) progresse de près de 2%, à 50,92 dollars le baril.

Denissto: Avec un pétrole à 40 ou 50 dollars le baril, dans 6 mois les Etats-Unis seront au plus mal !

VIDÉO BusinessBourse Le 02 août 2015



<https://www.youtube.com/watch?t=456&v=YiC2juda-u4> (Français, 25 minutes)

La croissance américaine exagérée par un facteur 5 juste avant les élections

BusinessBourse et or-argent.eu Le 06 août 2015

On raille souvent la Chine pour la fiabilité de ses statistiques économiques, mais qu'en est-il exactement du côté des pays développés ? Cet article de John Crudele en dit long sur ceux des États-Unis, aussi fiables que les prévisions de croissance du FMI :

« Mon article d'aujourd'hui concerne le PIB, le produit intérieur brut, l'indicateur utilisé par Washington pour mesurer l'activité économique dans le pays. (...) Il s'agit d'un sujet qui peut être extrêmement distrayant, d'une certaine façon. Par exemple, savez-vous que quasi tous les économistes et les journalistes ne cessent d'avaler des couleuvres, avec les écailles et tout le reste, car ils continuent de croire en la fiabilité des statistiques du Département du Commerce.

Pourtant, ces chiffres ne le sont pas. En fin de semaine dernière, le Département a révisé à la baisse les chiffres du PIB de ces 6 dernières années tout en fournissant de nouvelles statistiques pour les trimestres récents qui seront révisées un jour ou l'autre.

Désolé, les couleuvres ne sont pas à mon menu. Cela fait un moment que j'affirme que les statistiques économiques produites par Washington ne sont ni fiables ni correctes, et parfois de façon délibérée.

Mais que pense le Département de la situation économique actuelle ? Il affirme que la croissance annuelle enregistrée durant ces 6 dernières années a juste atteint 2 %, alors que cette estimation était de 2,3 % précédemment.

Mais vous savez quoi ? Malgré tout, ces 2 chiffres sont mauvais d'un point de vue historique. Mais au vu de cette nouvelle révision, la pire reprise économique de ces 70 dernières années est encore plus mauvaise.

Il est particulièrement intéressant de s'attarder sur la révision du T3 2012 (note : car oui, même au 21e siècle on révisé les chiffres du PIB 3 ans plus tard, voire plus), ce que personne ne fait d'ailleurs. Rappelez-vous, en 2012 c'est l'année de la dernière élection présidentielle. L'annonce des chiffres du 3e trimestre eut lieu au plus fort de la campagne.

Quelques semaines avant les élections, le Département du Commerce affirmait que la croissance était de 2,5 %. Aujourd'hui, ce chiffre a été révisé à 0,5 %. Donc, alors que les Américains s'apprêtaient à voter, **le Département a exagéré la croissance par un facteur 5. Ils se défendent en affirmant que l'erreur fut**

provoquée par un changement de méthodologie ainsi que par des ajustements saisonniers.

Au 4e trimestre 2012, la croissance fut de 0,1 % seulement. Les T3 et T4 signalaient donc que le pays se rapprochait dangereusement de la récession, un environnement peu propice à une réélection... Je n'affirme pas que quelqu'un a sciemment trafiqué les chiffres pour donner un coup de main au président Obama. Je dis juste que c'est très bizarre et même amusant. (...)

Le Département du Commerce affirme également que les États-Unis ont connu une croissance de 2,3 % durant le T2. Ce qui n'est pas terrible, mais toujours mieux que les 0,6 % révisés du premier trimestre. Seul hic, cette croissance est mise quasi intégralement au crédit de la consommation. Alors que, comme les commerçants peuvent en attester, les consommateurs ne dépensent pas autant que Washington le pense.

En fait, un sondage récent a montré que 55 % des Américains pensent que la situation économique se détériore. Pas de quoi encourager à la dépense... On peut donc s'attendre raisonnablement à voir ce chiffre de croissance de 2,3 % être révisé dans un futur proche. Pas grave, les mangeurs de coulevres ont pu festoyer sur cette bonne nouvelle temporaire. (...) »

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé plus que prévu en juin

BusinessBourse et Capital , Le 06 août 2015

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé davantage que prévu en juin, l'accélération de la demande intérieure au deuxième trimestre et la fermeté du dollar ayant renforcé les importations, notamment alimentaires et automobiles.

Selon les chiffres publiés mercredi par le département du Commerce, le déficit commercial a augmenté de 7,1% à 43,8 milliards de dollars (40,2 milliards d'euros) en juin, les exportations ayant reculé pour le deuxième mois consécutif.

Les économistes interrogés par Reuters tablaient sur un montant de 42,8 milliards de dollars.

Les chiffres du mois de mai ont été révisés à la baisse, passant de 41,9 milliards de dollars en première estimation à 40,9 milliards de dollars.

Ajusté de l'inflation, le déficit est passé de 57,6 milliards de dollars en mai à 59,3 milliards de dollars en juin.

Selon ce rapport, les importations ont augmenté de 1,2% à 232,4 milliards de

dollars en juin et malgré le renforcement de la demande intérieure, une partie d'entre elles ont probablement contribué à alimenter les stocks, qui sont restés à des niveaux élevés au deuxième trimestre.

Les exportations, affectées par le renchérissement du dollar et une demande mondiale atone, ont reculé de 0,1% à 188,6 milliards de dollars.

Le déficit commercial des Etats-Unis à l'égard de l'Union européenne (UE) a atteint un record, à 14,45 milliards de dollars, les exportations vers l'UE ayant chuté de 2,3% tandis que les importations de produits européens ont bondi de 4% pour atteindre un plus haut.

Ces données sont du même ordre de grandeur que celles qui ont été utilisées pour le calcul de la première estimation du produit intérieur brut (PIB) américain du deuxième trimestre, diffusée la semaine dernière.

Selon le département du Commerce, le PIB américain a progressé de 2,3% en rythme annualisé sur cette période, la contribution du commerce extérieur s'élevant à 0,13 point de pourcentage.

Source: [capital](#)

Perte record pour la Banque Nationale Suisse : 50 milliards de francs

Philippe Herlin Publié le 6 août 2015

La Banque Nationale Suisse (BNS) a perdu 50,1 milliards de francs (47,7 milliards d'euros) rien que sur le premier semestre de l'année 2015. "C'est un chiffre énorme" a piteusement reconnu le porte-parole de la banque. Un record pour la BNS, tout comme pour les banques centrales depuis la crise de 2008.

Ce chiffre montre à quel point les banques centrales, sensées constituer des pôles de stabilité dans l'univers financier, se comportent encore pire que des hedge funds. En l'occurrence, la BNS a décidé le 15 janvier de laisser flotter sa monnaie, après l'avoir maintenu au cours de 1,20 franc pour 1 euro en rachetant massivement des euros sur les marchés des changes. Ce cours était demandé par les milieux économiques pour maintenir la compétitivité des exportations. Néanmoins la quantité d'euros à acheter pour tenir ce ratio augmentait sans cesse et faisait trop enfler le bilan de la BNS, qui a dû dire stop en ce début d'année. Résultat, le franc suisse s'est apprécié de 20%, et bien sûr dans le même temps les euros accumulés dans le bilan de la BNS se dévaluaient d'autant, d'où cette perte de 50,1 milliards de francs suisses. La BNS s'en remettra, l'année dernière elle

avait affiché un bénéfice record de 38,3 milliards de francs suisses, en profitant cette fois de gains sur le dollar et la livre sterling. Un vrai hedge fund, on vous le dit !

Le problème est que les autres banques centrales prennent des risques de la même ampleur. Depuis le début de l'année, la BCE (à travers les banques centrales nationales de la zone euro) achète 60 milliards d'euros d'obligations par mois, ce programme étant prévu pour durer jusqu'en septembre 2016, soit un montant total de plus de mille milliards d'euros. Les taux étant actuellement très bas, leur remontée diminuerait considérablement la valeur de ces obligations, entraînant des pertes gigantesques. La Banque du Japon suit la même politique, celle d'un Quantitative easing massif. Idem pour la Fed, qui a certes arrêté son QE, mais dont bilan est encore rempli de bons du Trésor. Par ailleurs la banque centrale de Chine et celle du Japon possèdent chacune plus de mille milliards de bons du Trésor américain, et sont donc exposées au risque de change en plus du risque de taux. Ce type de perte hors du commun, comme nous l'avons connu avec la BNS, est à prévoir dans les années qui viennent.

Ceci dit une banque centrale ne peut pas faire faillite, elle peut être renflouée par l'Etat, ou même se renflouer elle-même en faisant tourner sa planche à billets. Elle est le "prêteur en dernier ressort", y compris pour elle-même, bien évidemment. Avec la banque centrale et les grandes banques "too big to fail", c'est ainsi tout le système bancaire qui vit en dehors des lois du marché, qui ne paye jamais le prix de ses erreurs, qui enfle au fur et à mesure que les QE s'accumulent, qui génère moins des bénéfices que des effets de rentes, sauf quand des pertes cataclysmiques surviennent mais, pas d'inquiétude, les renflouements arrivent de façon automatique, et c'est reparti pour un tour !

Cependant toutes ces manipulations se payent un jour : la faillite pour une banque centrale c'est l'hyperinflation, quand les billets qu'elle émet ne valent plus rien, que les détenteurs s'en débarrassent immédiatement et les refusent en paiement. Nous n'en sommes pas là, en attendant, la sphère financière vit de plus en plus sur elle-même, assure de moins en moins sa fonction de financement de l'économie, et devient de plus en plus une source d'instabilité pour l'ensemble de l'économie...

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

LA THÉORIE DES BRANCHES MORTES

François Leclerc 5 août 2015

Les ministres des finances en vacances, les hauts fonctionnaires de la Commission, de la BCE, du FMI et du MES sont à l'œuvre à Athènes, avec pour mission de donner l'apparence du réalisme à un plan qui en est totalement dépourvu. En précipitant les événements, le gouvernement grec cherche à limiter l'ampleur de nouvelles concessions et s'efforce d'enlever ces nouvelles négociations d'ici la date butoir du 18 août, afin d'être en mesure de financer un remboursement de la BCE sans recourir à un nouveau crédit-relais.

La Commission se prête à ce jeu, Jean-Claude Juncker prenant toutefois la précaution d'évoquer une éventuelle rallonge du calendrier. Pour le reste, le black-out est complet, tandis que se succèdent les séances de négociations menées par Euclide Tsakalotos, le nouveau ministre des finances grec, avec des hauts fonctionnaires représentant les créanciers qui semblent quasi reclus à l'hôtel Hilton, par précaution. La perspective de nouvelles élections législatives à l'automne prochain se précise.

C'est encore une fois le quotidien allemand Bild qui vient troubler la fête, rappelant que le Bundestag va avoir son mot à dire, tout accord étant soumis à sa ratification. Le calendrier est trop serré, prévient-il, prenant le contrepied. Un porte-parole du ministère des finances allemand avait en début de semaine fait état de « points à éclaircir » sur « les objectifs macroéconomiques ». Berlin s'appuie en effet sur la détérioration de la situation économique grecque, en particulier du système bancaire, pour exiger des « conditionnalités » supplémentaires afin d'atteindre les objectifs d'excédent budgétaire prévus...

Pier Carlo Padoan, le ministre italien des finances, fait partie de ceux qui voudraient tourner la page grecque, tout du moins pour quelque temps, et s'affiche « optimiste » au sujet de la Grèce : le pays « aura trois ans et beaucoup de ressources pour se reconstruire », même si les prévisions d'évolution du PIB « se sont particulièrement détériorées ces derniers mois ». Mais son approche ne coïncide pas avec celle du gouvernement allemand qui joue la politique du pire en préconisant une nouvelle saignée.

A la recherche d'un thème porteur afin de dépasser la tache sur l'Europe que représente le sort réservé à la Grèce, le ministre s'inscrit dans la perspective des « États-Unis d'Europe » chère aux Italiens : « il y a deux dimensions dans une construction commune aussi ambitieuse que l'union monétaire. La première dimension concerne la discipline et la confiance réciproque. La deuxième dimension est qu'il faut des éléments communs qui fassent de la participation à l'union monétaire quelque chose de plus que la simple mise en commun de la monnaie ».

« C'est ce qu'on appelle le 'risk-sharing', le partage des risques qui a rendu l'union monétaire plus forte au cours des années. Et là, nous arrivons à la mutualisation, à la mise en commun de ressources, qu'elles soient financières ou politiques », a poursuivi le ministre. « L'union monétaire devra tôt ou tard être basée sur des éléments communs, à mon avis un fonds monétaire européen, un mécanisme d'assurance contre les chocs sur le marché du travail et un budget commun ».

Cette ode à l'Europe est-elle toujours d'actualité ? Fidèle à son opportunisme politique, François Hollande s'inscrit par contre dans le cadre dessiné par le gouvernement allemand, afin de l'infléchir au lieu de s'y opposer. Vu d'Espagne et du Portugal – ces deux pays exclus de « l'avant-garde » qu'il propose – un processus de déconstruction est déjà engagé. Et ce ne sont pas ces « populistes » si vilipendés qui sont à la manœuvre...

JUSQU'OU PEUT MENER L'ÉCONOMIE INFORMELLE ?

François Leclerc 5 août 2015

Un chiffre peut toujours en cacher un autre. C'est le cas en Espagne, qui est présentée comme le bon élève de la classe, car il en faut toujours un pour le donner en exemple. La *déflation salariale* et la détérioration de la qualité de l'emploi n'y sont pas pour rien. L'essor des exportations espagnoles s'est par ailleurs largement fait à l'intérieur de la zone euro, au détriment de ses autres composantes. De plus, si l'on gratte un peu les données du marché de l'emploi, une toute autre réalité apparaît.

Le travail au noir n'est pas une nouveauté en Espagne, où il connaît cependant un grand nouvel essor, selon le Gestha, le principal syndicat du ministère des finances. Il représenterait aujourd'hui un quart du PIB, une proportion plaçant le pays aux côtés de la Grèce, du Portugal, de l'Italie et de la Pologne parmi les mauvais élèves de l'Europe. L'agriculture, le tourisme, le commerce, le bâtiment et les services à domicile fournissent le gros des troupes des travailleurs non déclarés. Ce phénomène est à rapprocher d'un autre : la moitié des chômeurs, arrivés en fin de droits, ne perçoit plus d'allocations. Le travail au noir participe d'une économie informelle de la survie, quand échapper aux taxes, aux cotisations et à l'impôt devient indispensable pour vivre de ses faibles revenus.

Les entreprises y voient aussi leur intérêt, diminuant leurs coûts de production et le prix de leur production en déclarant à temps partiel leurs salariés malgré leur travail à plein temps. Dans ces conditions, les nouveaux emplois sont payés pour partie au noir, et l'économie informelle se développe. Pour être complet, le tableau

doit mentionner que 80% des contrats signés au deuxième trimestre de cette année étaient temporaires, et que la part du chômage de longue durée s'accroît pour dépasser 60%. Voilà à quoi tient le nouveau miracle espagnol, si l'on veut vraiment parler chiffres.

Pour ce qui est du moral et de l'entraide, c'est une toute autre chose. Version contemporaine des jardins ouvriers, les potagers populaires sont en pleine expansion. 2.500 étaient dénombrés en 2006, il y en aurait 15.000 dans toutes les villes espagnoles. Rancçon du miracle espagnol précédent, ils profitent des terrains laissés à l'abandon en raison de l'éclatement de la bulle immobilière et de l'arrêt des chantiers. Ou ils s'installent sur les bords des voies ferrées, là où les limites de propriété ne sont pas toujours bien établies. Ces jardins contribuent à l'alimentation, mais ils ont également une autre fonction : mobilisant des chômeurs désœuvrés, ils procurent une sorte de thérapie, du dire de ceux qui y participent à qui ils apportent un réconfort psychologique. Ici, « on cultive les relations et les sentiments » a déclaré à l'AFP une travailleuse bénévole d'un potager populaire.

Afin de répondre aux besoins de toutes natures, la solidarité a trouvé mille moyens de s'exprimer en Grèce. Mais les limitations imposées aux retraits bancaires de ces dernières semaines ont suscité un autre élan imprévu en favorisant le développement du troc. Faute d'argent liquide, il a fallu improviser, et l'informalité s'est frayée un nouveau chemin. Des plates-formes d'échange de biens et de services comme Tradenews ou Mermix – cette dernière plus spécialement destinée aux cultivateurs – étaient apparues depuis 2012, mais leur fréquentation a connu à cette occasion une croissance foudroyante. Tout s'y échange : de la nourriture contre des services, ainsi que des équipements de toutes natures.

Le phénomène n'est pas propre aux habitants des villes et aux petites entreprises, qui ont ainsi pu rémunérer par le troc leurs fournisseurs, il s'est également développé dans les campagnes, où les agriculteurs ont renoué avec d'anciennes pratiques de la main à la main, payant leurs ouvriers en nature ou la location de leurs terres avec leur production, échangeant entre elles les machines agricoles, du vin contre du riz ou contre du fourrage pour les animaux... Les plus anciens ont du remonter à l'occupation nazie pour retrouver des relations de troc de cette ampleur.

Ce n'était pas prévu dans les manuels, l'application des recettes libérales contribue à l'essor de l'économie informelle au sein de laquelle se renforce le lien social, quand l'État n'est plus la solution mais le problème. En Espagne, son expression politique a été trouvée via le mouvement de lutte contre les expulsions, aboutissant

à la conquête des grandes mairies et créant l'amorce d'un double pouvoir, en attendant la suite...

L'emploi précaire devient-il une norme ?

Posté le 6 août 2015 par Bruno colmant

Nombreux sont ceux qui considèrent le modèle de la stabilité économique et de l'emploi en expansion comme des références.

Ce modèle est hérité des trente glorieuses (1944-1974), caractérisées par des paramètres démographiques et socio-politiques invariants.

Mais si nous avons tout faux ?

La réalité de la jeunesse n'est plus du tout celle-là, dans de nombreux pays.

Déjà accablée par des taux de chômage effarants, elle est confrontée à un phénomène inédit : la précarité persistante de l'emploi.

Le Financial Times vient, à cet égard, de publier des statistiques édifiantes : dans la plupart des pays européens, l'emploi des jeunes est façonné sur des segments d'emplois précaires qui deviennent la norme. La durée de transformation d'un contrat précaire en emploi stable s'accroît, tandis que le taux de pauvreté des jeunes est en lévitation.

Est-ce un nouvel étalon dans une économie caractérisée par la digitalisation, qui remplace les tâches élémentaires par des processus, ou bien une résignation ?

Mais si ce modèle de précarité de l'emploi et du multi-emploi (induit par le fait que de nombreuses personnes doivent cumuler des emplois), qui conduit à ce que chacun devienne un indépendant, employable selon un degré de liberté modulable, s'impose, sera-ce une victoire sociale, celle de la liberté individuelle, ou un échec sociétal, celui de la fin des réponses collectives ?

La question est ouverte, mais une chose est certaine : la binarité des modèles socio-politiques est révolue. Il faut promouvoir la responsabilité de l'individu dans un cadre de solidarité collective.

Ce modèle insaisissable reste à formuler, si tant est qu'il soit possible de le définir.

Hausse des créances douteuses reconnues , en Chine

Bruno Bertez 6 août 2015

Bien entendu ces chiffres n'ont aucune valeur absolue, comme tous les chiffres

chinois, ils sont faits à la main, mais ils indiquent une ten dance que l'on ne veut plus dissimuler.

Les créances douteuses et irrécouvrables des banques chinoises ont augmenté de 35,7% durant le premier semestre a annoncé le président du régulateur bancaire.

Shang Fulin, président de la Commission de réglementation bancaire chinoise (CBRC) a dit, à l'occasion d'une réunion interne tenue la semaine dernière, que ces créances avaient augmenté de 322,2 milliards de yuans à 1.800 milliards de yuans (266 milliards d'euros)

Il a également observé que la croissance des bénéfices bancaires avait chuté de 13,03 points par rapport au premier semestre 2014, avec un bénéfice net semestriel total de 1.100 milliards de yuans (162,6 milliards d'euros).

« Dans le contexte plus large d'un ralentissement économique, la réalité du risque crédit du secteur bancaire commence à se manifester », a déclaré Shang.

La proportion des créances douteuses dans l'encours total des crédits a augmenté de 0,22 point depuis le début de l'année, à 1,82% fin juin, a-t-il poursuivi.

Dans un contexte de restructuration de l'économie chinoise, le nombre de sociétés industrielles à avoir annoncé des pertes a augmenté de 11% en mai, par rapport à mai 2014.

Espagne , une reprise « temporaire »

Bruno Bertez 6 août 2015

Si on ne croit le Financial Times, la reprise en Espagne apparait sinon précaire du moins peu assurée.

L'amélioration de la situation sur le front de l'emploi ne tient qu'à la hausse des emplois temporaires.

Selon le FT , sur les 1,8 millions de contrats signés en Juillet, seuls , 6,9% sont pour des positions permanentes.

Beaucoup de petites et moyennes entreprise ont licencié leur personnel fixe pour le mettre à la charge de la collectivité et ainsi alléger leurs coûts et ils le réembauchant temporairement pour la saison touristique, ce qui permet de recharger les droits à indemnités. Tout le monde y trouve son compte.

Le plan de l'année et du potus...

Patrick Reymond 5 août 2015

Potus, donc, vient de livrer au monde ébahi [Barack Obama lance son plan pour

une énergie propre afin de combattre le réchauffement climatique, article suivant] le plan de lutte contre [le communisme](#), pardon le réchauffement climatique, qui, comme le communisme et chacun le sait, vient de Sibérie.

Hollande, toujours pas avare d'une c....ie, salut son courage. Mais, là aussi, le courage est plus que relatif, parce qu'il prend les évolutions antérieures, et se contente de les prolonger...

Le plan, français, lui aussi, est largement la même chose : on prend les évolutions récentes (depuis 2007), et on les prolonge. On va pas se fâcher avec les lobbys. Avec la circonstance aggravante en Europe, que l'Asie productrice d'énergie semble plutôt s'orienter vers la Chine, mais aussi l'Inde et le Pakistan, assoiffés de gaz...

La disette aussi, d'énergie, l'effondrement du coût du renouvelable, rendent, de toute façon l'évolution inéluctable.

Donc les gouvernants font semblant de piloter une évolution, qui lui échappait totalement.

Pour ce qui est des républicains, et des lobbys, les républicains se partagent entre ceux qui ont été achetés par lesdits lobby, et les libertariens pour qui l'autonomie, c'est l'indépendance et la liberté. Pour les milieux d'affaires, ils cherchent finalement, simplement à gagner du temps, parce que, chaque mutation est accompagné des faillites.

Les lettres de mon moulin, de Daudet, en étaient l'archétype. La capacité, totalement dépassée du moulin à vent, a entraîné son déclassement complet, alors que pendant des siècles et des millénaires, le possesseur du moulin était un bourgeois aisé d'un fort honorable gabarit.

Dans les années 1950, le moulin hollandais valait un florin. Comme la maison de Roubaix, ou d'ailleurs.

Un effondrement, d'ailleurs, est souvent une opération salutaire, techniquement parlant. la mise au rencart d'une technologie dépassée, de postes inutiles, ne peut se faire que dans ce cadre là, que ce soit au XIV^e siècle, à la révolution, ou à la fin de l'URSS.

Il y a en occident, bien trop de peigneurs de girafes, d'usages absurdes, pour que ce monde perdure. Ukraine comme Chine semble s'effondrer économiquement...

Il est d'ailleurs absurde de croire à une Chine avec une croissance de 7 %, quand la consommation d'énergie n'atteint pas ce rythme. On sait qu'en croissance, on ne regarde pas le prix de l'énergie.

Là-bas, c'est la construction qui a largement tiré la production industrielle. Et comme en occident, une fois équipée, il n'y a plus lieu de rien faire.

Aux USA, d'ailleurs, [la confiance dans le système](#) qui avait atteint un niveau très bas (10 %, contre 80 %), a remonté, avant de se dégrader à nouveau.

Visiblement, on veut y croire, mais objectivement, la confiance est cassée. D'ailleurs, il est clair que l'indice "[Tanguy](#)", ne s'améliore pas. Le jeune n'a pas l'air très décidé à aller vivre dans son container poubelle à 1000 \$/mois; d'autant qu'il est déjà ruiné pour avoir fait ses études.

Depuis 1977, le coût des manuels scolaires a augmenté de 1041 %, contre seulement 308 % pour le coût de la vie.

je vais donc faire ma mauvaise langue. Le coût des études n'y a pas forcément augmenté plus que le coût de la vie, mais l'indice du coût de la vie est tellement faisaillé que la petite différence observée (700 %), vient de ce faisaillage.

Pour le prix d'une maison au début des années 1970 (20 000 \$), vous avez désormais un container (remarquez, pour déplacer, c'est plus simple).

Bref, comme d'hab, on peut faire le bilan. Le POTUS, c'est le mec qui lit le prompteur.

Barack Obama lance son plan pour une énergie propre afin de combattre le réchauffement climatique

Par [Pierre Monnier](#) - Publié le 04 août 2015

[Évidemment, comme disent les français ce n'est que de la « com ». Ce plan ne vaut rien du tout. Barak Obama est un humoriste qui s'ignore.]

Barack Obama a lancé un vaste plan pour réduire les impacts humains sur le changement climatique. Le président des États-Unis, deuxième pays le plus pollueur derrière la Chine, vise, d'ici 2030, une baisse des gaz à effet de serre d'un tiers par rapport à 2005.

Le président des États-Unis, Barack Obama, a tenu lundi 3 août un discours lançant le plan d'énergie propre. L'objectif est de limiter l'impact du pays le changement climatique. *"Aujourd'hui nous annonçons le plan américain d'énergie propre, l'étape la plus importante jamais franchie dans le combat contre le changement climatique"*, a-t-il déclaré en introduction. Pour se faire, Barack Obama s'attaque aux centrales à charbon qui fournissent 40% de l'électricité des États-Unis.

Des résultats attendus pour 2030

"A l'heure actuelle, les centrales représentent un tiers de la pollution américaine en carbone. C'est plus que nos voitures, nos avions et nos maisons réunis." Par ce constat, Barack Obama compte durcir les propositions de l'Agence de protection de l'environnement (EPA). D'ici 2030, les centrales au charbon devront réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 32% par rapport à 2005 (+2% par rapport à l'EPA).

Le président laissera les états gérer cette réforme : *"Chaque État aura la possibilité de mettre en place son propre plan pour réduire ses émissions, parce que chaque État a un mix énergétique différent"*. En effet, tous les États n'utilisent pas le même taux d'énergies issues du charbon. Actuellement, seuls 25 États ont déjà atteint l'objectif d'un tiers de production d'électricité par les centrales à charbon. 14 états se fournissent pour moitié par ces filières. Pour la Virginie occidentale, le Kentucky et le Wyoming, le charbon est utilisé à plus de 87%.

Les énergies renouvelables seront mises en avant. Dorénavant, les [Etats-Unis](#) devront porter leur part d'énergie renouvelable à 28% (l'EPA prévoyait 22%). Aujourd'hui, elle n'est que de 13% (6% d'hydroénergie, 4,4% d'éolien, 1,7% de biomasse, 0,4% de solaire et 0,4% de géothermique). L'accent sera principalement mis sur l'éolien et le solaire.

Des mentalités à changer

Le problème de ce plan d'énergie propre, c'est que Barack Obama ne peut pas l'imposer aux États. Le président américain n'a pas la majorité requise sur les questions environnementales. De nombreux opposants se sont déjà exprimés contre ce plan en invoquant des mesures qui ne feront pas reculer le réchauffement climatique et, au final, une hausse des charges pour les Américains. Mais Barack Obama leur a répondu dans son discours : *"Malgré ce que les critiques vous diront, ce plan permettra au final d'économiser près de 85 dollars par an sur les factures d'électricité."* Il a même été jusqu'à affirmer qu'avec cette réforme, *"il y aura 90 000 crises d'asthme en moins et 3 600 morts prématurées en moins en 2030"*. Bien sûr, ce plan ne permettra pas d'endiguer le réchauffement climatique à lui seul, [mais à l'approche de la COP21, le sommet sur le climat prévu en fin d'année à Paris](#), les États-Unis veulent être montré comme des précurseurs plutôt que des pollueurs.

[Comment l'Occident prépare une 3e guerre mondiale perdue d'avance contre ses "barbares"](#)

par [Le Yéti - Le monde d'après](#) 6 août 2015



Si certains s'effarouchent qu'on ose parler de [« guerre »](#) en gestation, d'autres s'y préparent activement, au point qu'il sera désormais difficile d'échapper à un nouvel épisode tragique de l'histoire.

Tout l'arsenal annonciateur d'une troisième déflagration mondialisée est en effet méthodiquement mis en place par les autorités du vieux monde en leur citadelle G7 assiégée :

- lois d'exception sur le renseignement légalisant l'écoute généralisée de tous les citoyens ;
- accords secrets verrouillant le champ de bataille économique (Tafta, loi sur le secret industriel...) ;
- mise sous tutelle des "alliés" récalcitrants (Grèce) ;
- persécution contre tout ce qui s'apparente à des migrants (forcément suspects, ceux-là finiront dans quelques sinistres camps qui n'oseront dire leur nom) ;
- militarisation forcée des forces dits "de l'ordre" contre la colère montante de la piétaille ;
- ingérences militaires aux quatre coins de la planète et jusqu'aux confins de l'Europe (Ukraine)
- dérapages colonialistes au Moyen-Orient (Israël), saccage de l'Afrique...

Bref, il n'y a plus guère que le chœur affolé des autruches pour s'égosiller à nier la réalité implacable de ces dangereux préparatifs guerriers.

Barricades défensives

Ce que révèle l'examen de ces multiples foyers de déflagration, c'est d'abord **l'isolement des élites du vieux monde**, de plus en plus coupées, non seulement d'un monde extérieur qui leur est de plus en plus hostile, mais aussi de leurs propres populations excédées par la désintégration du système censé les protéger et qu'elles — les "élites" — sont bien infoutues de remettre sur pied (cf. les cotes de popularité désastreuses de la plupart des dirigeants occidentaux) ;

La course à la guerre de l'Empire tient aujourd'hui beaucoup plus de la barricade défensive désespérée que d'une marche offensive triomphante contre des adversaires terrassés d'avance.

Tous les fronts ouverts à ce jour en attestent :

- déconvenues occidentales à répétition sur les sites d'interventions localisées (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie...) ;
- piétinements d'Israël au Moyen-Orient malgré une disproportion obscène des forces en présence ;
- développement ultra-rapide de l'État islamique ;
- montée en puissance, au sein même de l'Empire, d'actes de désobéissance civile (les Zad), de mouvements politiques hors système (Syriza, Podemos...), certes pénalisés par l'impréparation et la naïveté coupable de certains de leurs dirigeants (Tsipras), mais bien réels ;
- incapacité pour les autorités en place, malgré tous leurs efforts en ce sens, de maîtriser la toile mouvante des réseaux d'Internet, armes de sabotage massif, mais aussi de mobilisation séditeuse par excellence.

Une guerre non conventionnelle

Mais au fait, où sont les ennemis à anéantir ?

Assurément, **la diabolisation de Poutine** fait de la Russie une cible quasi idéale pour un bon vieux conflit bien traditionnel à l'ancienne. À condition d'oser employer des armes autres que de stériles frappes aériennes, ce qui n'est pas gagné. Pour l'heure, c'est bien Poutine qui a marqué tous les points, diplomatique sur la Syrie ("accord" USA-Russie de septembre 2013), politique sur la Crimée, et même aussi un brin militaire, indirectement, sur le Donbass. C'est qu'il ne suffit pas à un Empire perclus de rhumatismes de

s'en remettre à des milices néonazies mercenaires pour triompher des "barbares" à ses portes, ou pire, DANS ses murs.

Le cas de **la nébuleuse islamique et de ses ramifications au cœur même des sociétés occidentales** atteste de ce cancer qui ronge ces dernières, sans qu'aucune de leurs forces de l'ordre en escadrons, aucune de leurs armées en bataillons, aucun de leurs diplomates en veine de coups tordus n'y puissent mais. L'ennemi est à têtes multiples, invisible, mouvant, insaisissable.

Le cas d'Internet et de ses réseaux est à ce sujet emblématique. Aucune écoute du NSA n'a empêché le moindre attentat. La mise en isolement de leurs principaux animateurs (Assange, Snowden) n'empêche pas les lanceurs d'alerte de continuer à sévir sur les Wikileaks and co. Et la "police internet anti-haine" promise par un premier ministre français en phase critique de burn-out fait juste doucement rigoler des hackers de plus en plus audacieux.

Un lent pourrissement de l'intérieur

C'est que la guerre moderne ne se déroulera probablement pas entre deux armées s'affrontant en rang ordonné de bataille, ni par des actes de gloriole de quidams n'ayant que leur chemise blanche à opposer à des chars d'assaut sur de quelconques places Tian'anmen (à la fin, c'est toujours les chars d'assaut qui gagnent), mais par un lent pourrissement de l'intérieur du vieux système, accéléré par des commandos de l'ombre redoutables. Oui, le prochain conflit mondial risque fort d'être en grande partie civil.

Aujourd'hui, c'est contre les "barbares" engendrés par lui-même sur ses propres ruines que l'Empire occidental est contraint de se battre. Et les chances d'échapper à la sordide phase militaire finale sont de plus en plus infimes. Celle qui s'annonce aujourd'hui (et que certains, de plus en plus nombreux, subissent déjà dans leur chair en différents endroits du globe) pourrait bien se précipiter quand le cœur même de l'Empire assiégé (ses bastions économique et financier en l'occurrence) cèdera.

Inutile en tout cas d'espérer ramener à la raison une bande d'oligarques Folamour corrompus jusqu'à l'os et minés par la folie suicidaire qui s'emparent des puissants lorsqu'ils pressentent leur fin. Leurs comportements de plus en plus jusqu'au-boutistes et absurdes témoignent abondamment d'un dérèglement mental irréversible. Se heurtant comme mouches contre les vitres aux poudrières par eux semées : la fin de la croissance infinie,

l'épuisement des ressources énergétiques, le dérèglement climatique... Les Romains de feu l'Empire romain le savent bien : à la fin, ce sont les "barbares" qui gagnent.

Ainsi meurent les civilisations exténuées. Par développement irrésistible des métastases cancéreuses en leur sein. Nul ne sait ce que sera demain. Le monde d'avant est inéluctablement condamné à mort, mais le camp des "barbares" d'en face est on ne peut plus disparate, pas toujours ragoûtant, loin de là, faut bien dire. C'est pourquoi ceux qui vivront ces moments tragiques feraient bien de s'y préparer d'arrache-pied. Car nul monde d'après un tant soit peu vivable ne sortit jamais du cervelet chancelant des autruches.

La Grèce obtient un prêt de 7 milliards d'euros... pour rembourser d'autres prêts

Blog d'Olivier Berruyer 5 août 2015

On a donc encore "aidé les Grecs", enfin aidé à nous rembourser avec notre argent... (Olivier Berruyer)

Par Cécile Ducourtieux (Bruxelles, bureau européen) 16.07.2015



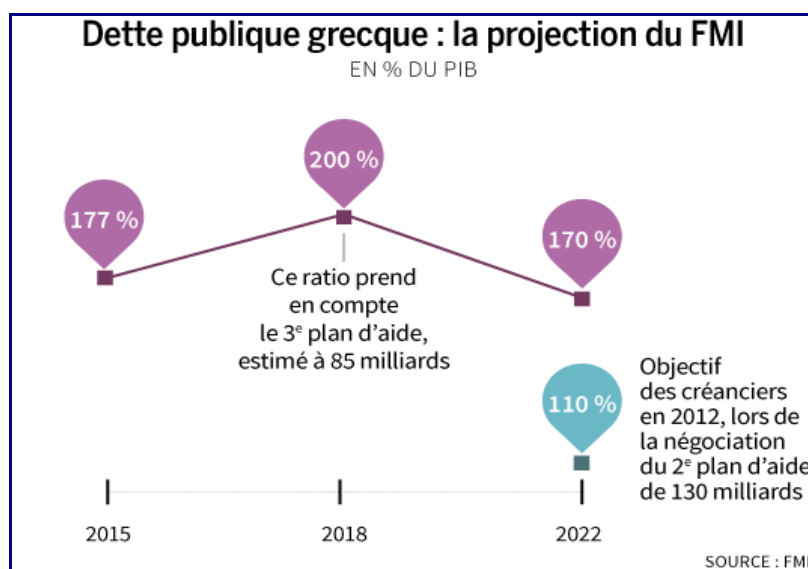
Le gouvernement grec peut respirer. Pour quelques jours – ou semaines – en tout cas. Les 28 pays de l'Union européenne ont accordé vendredi 17 juillet un financement d'urgence de 7,16 milliards d'euros à la Grèce, sous la forme d'un prêt qui permettra au pays de remplir une partie de ses engagements en attendant la mise en place d'un éventuel plan d'aide. Jeudi, les ministres de la zone euro (Eurogroupe) avaient validé le principe de cette aide d'urgence de trois mois.

La Commission européenne a indiqué jeudi qu'Athènes avait « *satisfait* » aux

exigences de l'accord, quelques heures après que le Parlement grec a adopté une première série de réformes. La Grèce n'aura pas ainsi à attendre l'arrivée du troisième plan d'aide, dont la mise en place va demander des semaines. Le pays, qui n'était pas parvenu à rembourser le 30 juin le Fonds monétaire international (FMI), pourra ainsi éviter un défaut de paiement supplémentaire.

Le prêt « *d'un montant de 7,16 milliards d'euros parviendra à la Grèce d'ici à lundi* » a annoncé le commissaire européen chargé de l'euro, Valdis Dombrovskis. C'est à cette date, le 20 juillet, qu'Athènes doit verser 3,5 milliards d'euros à la Banque centrale européenne (BCE). Elle pourra également s'acquitter de ses arriérés de paiement auprès du FMI, soit 2 milliards d'euros au total.

Ce remboursement du FMI permettra aussi à ce dernier de s'asseoir à nouveau à la table des négociations pour discuter d'une participation au troisième plan d'aide à la Grèce. En effet, l'institution de Washington ne peut pas prêter à un pays si ce dernier lui doit de l'argent. Le président de la BCE, Mario Draghi, a estimé jeudi qu'il ne faisait aucun doute que la Grèce rembourserait l'institution monétaire, tout comme le FMI.



Le mécanisme de prêt-relais validé jeudi par l'Eurogroupe consiste à prélever 7 milliards d'euros dans le FESM, un fonds européen d'urgence mis en place pendant la crise financière, alimenté par les pays de l'Union européenne et destiné à aider les Etats qui sont en difficulté.

Le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui sera le plus gros contributeur au prochain plan d'aide à la Grèce (à hauteur de 40 à 50 milliards d'euros, selon une source européenne), remboursera ensuite le FESM, dès que ce troisième plan sera bouclé. Les 7 milliards d'euros de prêt-relais seront ainsi déduits des sommes qu'avancera le MES à Athènes.

Ces derniers jours, deux pays, le Royaume-Uni et la République tchèque, avaient toutefois émis des réserves quant à l'utilisation du FESM. « *Dans la nuit du dimanche 12 juillet, quand l'option du FESM est apparue, on a oublié de prévenir les Anglais. Lundi, Londres s'est plaint d'avoir appris dans les médias que l'argent des Britanniques irait peut-être à la Grèce* », relate une source diplomatique.

Garanties

Mais Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne a arrondi les angles. Face aux réticences des Britanniques et des Tchèques, qui disaient ne pas vouloir porter un risque de non-remboursement de la part d'Athènes, les fonctionnaires bruxellois ont imaginé la mise en place d'une garantie.

La Commission propose ainsi que, pour les pays « *hors zone euro* », les 7 milliards d'euros avancés soient garantis par une partie des profits réalisés par la BCE sur les obligations souveraines grecques. Pour les pays de la zone euro, la garantie proviendra des fonds structurels alloués à la Grèce.

Le prêt d'urgence ne couvrira toutefois pas la totalité des besoins de financement de la Grèce, qui se situent à 7 milliards d'euros en juillet et 5 milliards en août, selon les estimations des représentants des créanciers

Source : www.lemonde.fr

La crise de Porto Rico risque de s'aggraver prochainement

Guillaume Benoit / Journaliste | Le 05/08 Les Echos

Une nouvelle échéance de dette est compromise. La crise pourrait faire des victimes collatérales.

Le non-paiement lundi dernier d'une dette de 58 millions de dollars par Porto Rico pourrait bien n'être qu'un coup de semonce. L'île des Caraïbes a en effet cessé d'alimenter le fonds qui est chargé de rembourser les « obligations générales » émises par la banque gouvernementale de développement.

Une décision qui risque d'aggraver la crise que traverse l'Etat. Car si les obligations qui n'ont pas été remboursées lundi étaient émises par une agence gouvernementale et ne bénéficiaient d'aucune protection particulière, les obligations générales disposent d'un statut plus strict. Selon la Constitution portoricaine, elles doivent être payées en priorité, avant toutes les autres dépenses

de l'Etat, y compris les salaires des fonctionnaires ou les retraites. Si la prochaine échéance de remboursement n'est pas respectée, San Juan perdrait le peu de crédibilité qui lui reste. Un investisseur, cité par Bloomberg, déclare même que Porto Rico a franchi « *la première étape d'un suicide financier* ». Privé de la possibilité d'emprunter et ne pouvant compter sur des ressources fiscales suffisantes, l'Etat risque l'asphyxie.

Menace sur les assureurs

D'ores et déjà, les titres de dette portoricains ont encore chuté, l'indice dédié de S&P perdant 9 % en un mois. Une contre-performance qui n'a qu'un faible impact sur le marché américain des « muni bonds » sur lequel se traitent les obligations de Porto Rico. Celui-ci progresse sur la même période.

En revanche des craintes commencent à s'élever sur l'impact d'un large défaut sur les « monolines ». Ces assureurs, aussi appelés « rehausseurs de crédit », ont garanti le remboursement de montants importants de la dette de l'île. Ils totaliseraient, d'après Bloomberg, près de 14 milliards de dollars d'exposition globale. Deux des principaux acteurs concernés, Assured Guaranty et MBIA, ont vu leurs cours de Bourse plonger respectivement de plus de 13 % et de 23 % le 29 juin, après l'annonce par le gouverneur de l'île d'un possible non-remboursement de la dette. Même s'ils se déclarent confiants dans leur capacité à faire face à leurs obligations, ils n'ont toujours pas effacé cette chute.

Crise économique : La nouvelle grande transformation

Mondialisation.ca Publié par medisma sur 5 Août 2015, 16:36pm



Raúl Zibechi

L'un des rares avantages des grandes crises est qu'elles nous aident à lever le voile par lequel le système cache et dissimule ses modes d'oppression. Dans ce sens, la

crise que la Grèce vit peut être source d'apprentissages. Aussi je propose de nous laisser inspirer par le long chemin parcouru par [Karl Polanyi](#) après avoir écrit « *La grande transformation* » (1944). Pour comprendre l'ascension du nazisme et du fascisme il est allé aux origines du libéralisme économique, situées dans l'Angleterre de David Ricardo.

Le capitalisme de libre marché, les marchés non régulés, ont disloqué les relations sociales et détruit les communautés en soumettant les individus, arrachés de leurs peuples, à la faim et l'humiliation. Le fait de clôturer les champs – commencement de ce processus – a été une révolution des riches contre les pauvres, dit Polanyi. Après la *Paix de Cent Ans* s'est produite la désintégration de l'économie mondiale et « l'État libéral s'est vu remplacé dans de nombreux pays par des dictatures totalitaires » (Le Pic, 1997, p. 62).

La transformation que nous vivons dans les dernières décennies a été analysée comme l'hégémonie de l'accumulation par la dépossession (ou dépouillement), comme le remarque David Harvey dans « *Le nouvel impérialisme* » (Akal, 2004). Les racines de ce processus, en suivant les pas d'Immanuel Wallerstein et de Giovanni Arrighi, il faut les chercher dans les luttes ouvrières de la décennie 1960 (et 1970 en Amérique Latine), qui ont disloqué la discipline manufacturière en neutralisant le fordisme-taylorisme, l'une des bases des états-providence. La classe dominante a décidé de passer de l'hégémonie de l'accumulation par une reproduction agrandie à la domination grâce à l'accumulation par pillage.

Cependant, le concept d'accumulation par dépossession ne s'arrête pas dans le type de l'État approprié à cette étape. Le régime politique pour imposer le vol/spoliation ne peut pas être le même que durant la période pendant laquelle on a parié sur l'intégration des travailleurs comme citoyens. Ceci est, selon moi, le noyau de **l'enseignement des crises grecques** (et des crises dans divers processus latinoaméricains).

Nous sommes devant la fin d'une période. Une nouvelle grande transformation systémique, qu'inclut au moins trois changements transcendants, qui devraient avoir son corrélat dans l'ajustement des tactiques et les stratégies des mouvements anti systémiques.

Le premier a été déjà mentionné : la fin de l'état-providence. Même en Amérique Latine dans la deuxième après-guerre nous avons assisté à un développement industriel relatif, l'attribution de droits aux classes laborieuses et à leur insertion incomplète et progressive comme citoyens. La désindustrialisation et le financiarisation des économies, à cheval sur le *Consensus de Washington*, ont enterré ce développementisme.

La deuxième transformation est la fin de la souveraineté nationale. Les décisions importantes, tant économiques que politiques, ont été prises dans des enceintes en dehors du contrôle des états nationaux. La récente « négociation » entre le gouvernement grec et l'eurogroupe montre clairement la fin de la souveraineté. Il est certain que beaucoup de gouvernants, de droite et de gauche, font naufrage entre le manque de scrupules et le manque de projet. Mais il n'est pas moins certain que la marge d'action de l'État-nation est minimale, tant est qu'elle existe.

Le troisième est la fin de la démocratie, étroitement liée à la fin de la souveraineté nationale. On ne veut pas parler de cela. Peut-être parce que nombreux sont ceux qui vivent des miettes des charges publiques. Mais c'est l'un des noyaux de nos problèmes. Quand un pour cent a séquestré la volonté populaire et 62 pour cent est soumis au 1 pour cent ; quand cela survient à plusieurs reprises dans l'un ou l'autre pays, c'est parce que quelque chose ne fonctionne pas. Et ce qui ne fonctionne pas s'appelle démocratie.

Croire à la démocratie, ce qui n'est pas synonyme de se rendre aux élections, est une grave erreur stratégique. Parce que croire à la démocratie c'est désarmer nos pouvoirs de classe (tous ceux d'en bas, travailleurs, femmes pauvres, indiens, noirs et métis, classes populaires et paysans sans terre, habitants de périphéries, enfin.). Parce que sans ces pouvoirs, les soi-disant « droits démocratiques » sont du papier mouillé.

La démocratie fonctionne en désarmant nos pouvoirs. Et ici, il est nécessaire d'introduire quelques considérations.

- Une démocratie n'est pas l'opposé d'une dictature. Nous vivons la dictature du capital financier, de petits groupes que personne n'a élu (comme le *troika*) et qui imposent des politiques économiques contre les majorités, entre autres choses parce que ceux qui arrivent au gouvernement sont achetés ou menacés de mort, comme nous le rappelle bien Paul Craig Roberts : « Il est très possible que les grecs savent qu'ils ne peuvent pas déclarer une suspension de paiements et donc que s'ils le font ils seront assassinés. Certainement on leur a fait très bien comprendre » (<http://goo.gl/rAoXbG>). Il sait ce qu'il dit, parce qu'il vient de là-haut lui.
- Depuis que la bourgeoisie a appris à manier le désir et la volonté de la population au moyen du marketing, en imposant la consommation d'articles absurdes et superflus, la démocratie est soumise aux techniques de commercialisation. La volonté populaire n'arrive jamais à s'exprimer dans les institutions étatiques, dans les termes et les codes que les classes populaires emploient dans leurs espaces-temps, mais amoindrie et tamisée

jusqu'à être neutralisée.

- Les pouvoirs de classe ont été codifiés dans des droits. Ce n'est pas la même chose de se réunir, publier des brochures ou créer mutuelles basés sur ses propres forces et en évitant la répression, que permettre que les états règlent et disciplinent ces façons de faire au moyen d'allocations. La répression est souvent le premier pas pour obtenir la « légalisation ».

Maintenant le problème est le nôtre. Nous pouvons suivre, comme jusqu'à présent, mettant tout sur les élections, sur les manifestations et dans les rassemblements, sur des grèves régulées et comme cela. Rien de cela n'est rejetable pour une question de principes. Le problème est de construire une stratégie centrée sur ces outils, régulés par ceux d'en haut. « *Les outils du maître ne démontent jamais la maison du maître* » a écrit la féministe noire Audre Lorde.

Par [Raúl Zibechi](#)

Mondialisation.ca

L'écologie est-elle possible ?

19/07/2013 par [Vincent MIGNEROT](#)

[Réponse à Barak Obama pour son programme pour réduire les impacts humains sur le changement climatique (page 20).]



De ces disparitions, l'homme est sans doute l'auteur, mais leurs effets se retournent contre lui. Il n'est aucun, peut-être, des grands drames contemporains qui ne trouve son origine directe ou indirecte dans la difficulté croissante de vivre ensemble, inconsciemment ressentie par une humanité en proie à l'explosion démographique et qui – tels ces vers de

farine qui s'empoisonnent à distance dans le sac qui les enferme, bien avant que la nourriture commence à leur manquer – se mettrait à se haïr elle-même, parce qu'une prescience secrète l'avertit qu'elle devient trop nombreuse pour que chacun de ses membres puisse librement jouir de ces bien essentiels que sont l'espace libre, l'eau pure, l'air non pollué.
[Claude Lévi-Strauss](#).

Etant données nos inquiétudes anciennes et contemporaines sur le devenir de l'humanité, il paraît nécessaire de déterminer si l'existence humaine est seulement compatible avec la protection de l'environnement naturel, avec le maintien de l'équilibre écologique vital global, et ce afin d'estimer correctement et rationnellement de nos possibilités d'existence à terme.

Nous savons déjà que tous les avantages que nous pouvons acquérir, tous les objets que nous fabriquons ne peuvent être que le produit de l'exercice d'une emprise sur les ressources disponibles dans l'environnement, emprise qui ne peut s'exercer sans modifier cet environnement (voir [ESRTV](#) § 3.4.8).

L'étude [Essai sur la raison de tout](#), qui se contraint de respecter la [méthodologie scientifique](#) ainsi que les [lois de la thermodynamique](#), postule que les caractéristiques systémiques et isolées de l'écosystème terrestre (seule l'énergie solaire est une ressource exogène) impliquent que toute exploitation des ressources disponibles à un instant donné influence l'ensemble du système à terme. En outre, si la vie a su exploiter au mieux les éléments terrestres préexistants et l'énergie solaire pour se développer (voir [ESRTV](#) partie 3) et si l'humanité soustrait une part de ces ressources pour son bénéfice exclusif (voir [ESRTV](#) chapitre 4), celles-ci ne peuvent plus être utilisées par la vie pour maintenir son propre équilibre, sa pérennité est remise en cause et la survie de l'humanité à terme également (l'existence humaine dépend strictement de l'existence de la vie). Ne correspondant plus aux besoins de la vie, les productions humaines ne sont plus recyclées par elle et ne peuvent que générer des déchets qu'il n'est pas possible de rejeter à l'extérieur de l'écosystème ou dont il n'est pas possible de neutraliser les effets sans coût supplémentaire en ressources et en énergie, ce qui rend leur accumulation intoxicante strictement inévitable.

Il n'est pas possible d'envisager scientifiquement, rationnellement que la fabrication d'un produit, quel qu'il soit ou que la mise en œuvre d'une agriculture, de quelque type qu'elle soit, puisse n'avoir aucun impact sur l'environnement ou

le protéger d'aucune façon. Il faudrait pour cela que les ressources (minérales ou [issues de la biomasse](#)) nécessaires à la mise en œuvre de ces modes d'emprise desquels nous tirons avantages proviennent d'un autre système que la terre afin de ne pas les soustraire aux besoins de la vie et que les avantages acquis "déconsomment" les apports en énergie qu'ils auront exigés, ce qui rendrait le bilan neutre, tout en n'ayant aucun résidu ou que ceux-ci soient expulsés "par magie" dans l'espace ou enterrés très profondément. Pour obtenir un bilan véritablement positif, il faudrait que ces actions considérées écologiques(1) "déconsomment" aussi l'énergie utilisée par d'autres actions humaines en faisant tout autant disparaître leurs déchets. Mais l'impossibilité d'exploiter des ressources extra-terrestres, de rejeter nos déchets en-dehors de notre écosystème ou de réparer les dégâts résultants de l'activité humaine sans encore consommer de l'énergie et d'autres ressources terrestres (afin par exemple de maintenir les rendements agricoles contre l'inévitable appauvrissement des sols) interdisent de telles possibilités.

Si le bon sens suffit à le deviner, ce sont de surcroît des principes physiques élémentaires, ceux de linéarité de l'écoulement du temps et de non réversibilité des phénomènes (sur [le temps](#) et la [non réversibilité](#), Wikipedia), qui confirment que les effets délétères de l'existence humaine sont strictement cumulatifs, sans réparation possible. Il n'est pas plus possible de rafraîchir le climat, de restaurer les rendements agricoles, d'empêcher l'acidification des océans ou la montée des eaux, de retirer les perturbateurs endocriniens et les métaux toxiques de la chaîne alimentaire de l'ensemble du vivant... que de ressortir la poudre du cacao de son chocolat chaud. Jusque-là, parce que nous avons à disposition suffisamment de ressources et d'énergie pour masquer la dégradation progressive de l'environnement, nous avons pu croire en la possibilité d'un développement infini. Mais ces ressources vont manquer à court terme (lire : [Notre humanité sera terminée avant 50 ans](#)) et nous n'aurons rien pu réparer.

→ Un objet "écologique" fabriqué par l'humain ou une action humaine respectueuse de l'équilibre écologique vital, ça n'existe pas et ça n'est pas possible.

Tout ce que nous produisons, qui comprend aussi les voitures électriques, les éoliennes, les panneaux solaires, ne peut en aucun cas protéger la nature. Il n'est pas non plus possible d'affirmer que tel produit pollue moins qu'un autre puisque son existence même dépend déjà strictement de systèmes polluants : le besoin de

créer des objets estimés protecteurs de l'environnement n'aurait jamais été une ambition économique et industrielle si les activités antérieures de l'humanité n'avaient pas déjà détruit cet environnement *au point qu'il faille s'en inquiéter*.

Nous savons aussi désormais que la consommation de produits dits écologiques réduit la culpabilité comportementale du consommateur, ce qui entraîne un effet rebond : non seulement, en achetant des “produits verts”, nous ne baissons pas notre consommation, mais nous avons tendance même à l'augmenter.

Ce que nous avons vu des caractéristiques systémiques de l'écosystème terrestre et des lois de la physique(2) qui interdisent la possibilité même d'une “écologie humaine” implique aussi que les appareils d'imagerie médicale, le bistouri du chirurgien, l'antibiotique (au nom si bien choisi) et le cachet d'aspirine, qui sont pourtant les garants de notre bonne santé, participent tous à l'accélération de la destruction de la nature. Rien de ce qui nous rend service n'apparaît à partir de rien et la vie en paie toujours le prix. Notre propre équilibre vital étant strictement lié à la santé de notre environnement vivant, c'est sa perturbation qui portera préjudice à la nôtre.

S'il est encore possible, pour les plus riches d'entre nous, de croire que vivre longtemps et en bonne santé est l'avenir de l'humanité, ce n'est qu'au prix du déni de principes élémentaires (pourtant parfaitement connus par la science !), et de la négation de notre dépendance au subtil équilibre des interactions entre tous les êtres vivants. Le climax de l'évolution humaine semble dépassé, et les effets indésirables de nos privilèges se manifestent déjà : l'espérance de vie en bonne santé est en baisse en Europe et aux Etats-Unis.

-> Un objet fabriqué par l'humain ou une quelconque action humaine qui protège la santé de tous et toujours, ça n'existe pas et ça n'est pas possible.

Nous avons pu améliorer considérablement notre longévité et réduire notre souffrance, mais la sélection naturelle finira par mettre à mal ceux qui auront exploité pour leur plaisir et leur confort des ressources aux effets toxiques, ce que la vie dans son ensemble a su éviter, jusqu'à notre apparition.

Il n'est pas utile de multiplier les études pour savoir si les ondes des téléphones portables, les OGM ou les éoliennes par exemple sont nocifs pour l'humanité, il ne peut en être autrement. Au mieux est-il possible d'estimer de l'ampleur de leur dangerosité et des moyens à notre disposition afin de nous protéger de leurs effets

délétères, mais ce n'est déjà plus le même protocole d'étude et, dans tous les cas, les protections que nous mettrons en oeuvre participeront aussi à la perturbation de notre santé et à la réduction de notre espérance de vie.

Nous pouvons aussi espérer pouvoir opérer une « transition énergétique » : substituer par exemple aux énergies d'origines fossiles ou nucléaires d'autres ressources considérées moins polluantes ou moins dangereuses. Mais cette transition engendre des risques directs : celle d'exposer, même pour un temps court, ceux qui la tenteront à une baisse de rendement, à une réduction des performances pour assurer les besoins des foyers, des usines, des moyens de transport... Ce temps, quand bien même il serait anticipé et bref, ne manquerait pas d'être mis à profit sur les plans stratégiques, économiques, industriels (...) par tout autre groupe humain qui n'aurait pas opéré cette transition et maintenu au plus haut ses rendements avec des ressources peut-être plus sales mais plus productives à court terme. Presque toujours absente des débats contemporains sur l'écologie, la compétition entre les populations humaines pour le maintien au plus haut de leur niveau de confort et de sécurité est cette contrainte qui empêche la modification de nos comportements individuels et collectifs. Craintifs que nous sommes tous de ne plus pouvoir assurer immédiatement notre défense, celle de nos proches et de nos enfants, devant le risque qu'un autre s'approprie ce que nous souhaitons tenir pour définitivement acquis, il ne nous est pas possible d'abandonner les techniques et technologies dont nos avantages dépendent, même si nous les savons préjudiciables (lire : [Le piège de l'existence](#)). Une "décroissance" n'est pas plus possible qu'une transition énergétique, pour les mêmes raisons et il faudra, à ceux qui pensent qu'il est envisageable de nous affranchir de la rivalité, proposer a minima un modèle explicatif du réel dans lequel la compétition existentielle n'est pas le moteur de toute évolution (ou il leur faudra nier l'évolution).

Si humanité et écologie sont rationnellement incompatibles (à tel point que penser possible la protection de l'environnement relève de l'authentique *croyance*, peut-être même du délire collectif), il est toutefois compréhensible que nous ayons spontanément besoin d'entretenir un discours rassurant sur ce paradoxe. D'un point de vue évolutif nous pouvons même admettre que le fantasme écologique soit légitime, puisque sans lui nous ne pourrions maintenir notre "progression existentielle". Dire par exemple d'un véhicule électrique qu'il est plus écologique qu'un autre qui fonctionne au diesel est une *forme de propagande nécessaire*, mais qui ne repose sur aucune preuve scientifique (si l'on tient compte de [tous les liens définissants](#) qui permettent l'existence de ce véhicule électrique...).

Et proposer des solutions considérées, parfois arbitrairement et de façon moralisatrice, comme sûres ou évidentes, qui nous aident opportunément à reporter la remise en question de nos niveaux de vie, seuls responsables de la destruction de l'équilibre écologique vital entraîne un risque pour leurs promoteurs : celui de devoir assumer leurs responsabilités !

S'il n'est effectivement pas possible d'éviter l'accumulation des dégâts ni de les réparer et que la compétition au sein de l'humanité nous empêche de modifier concrètement nos comportements, il pourra être un jour reproché à ceux qui auront promu l'illusion de ne pas avoir été plus prudents.

Si les solutions sont si sûres et qu'un monde meilleur est possible il faut tenir cette promesse, et le défi que doit relever l'optimisme est grand, il s'agit notamment d'empêcher des famines et des conflits majeurs à relativement court terme, ce qui n'est pas la moindre des ambitions (lire : [1972 : le MIT envisage déjà la fin de notre humanité avant 2100](#)). Pour rappel, les courbes témoignant de la détérioration de l'équilibre écologique vital n'ont pas même commencé à fléchir, malgré l'intensification des efforts, qu'il faut considérer être parfaitement régulés par la [loi de la dichotomie à l'axe](#).

La promotion de l'espoir quand la rigueur méthodologique l'invalide engendre en outre un risque en plus d'une responsabilité, celui de perdre tout crédibilité (publique, scientifique), lorsqu'aucune rhétorique ne pourra plus occulter les effets destructeurs et autodestructeurs des activités humaines.

Nous nous interrogeons sur le fait que, malgré nos talents et nos meilleures intentions, nous ne parvenons pas à modifier le cours, bientôt fatal, de notre évolution. Nous pouvons comprendre désormais que c'est parce que nous parvenons bien à occulter la réalité des contraintes de l'existence, que nous nions parfaitement qu'il n'est pas d'avantage acquis par l'humain qui n'ait de conséquence néfaste. Et si les discours écologiques ont des résultats opposés à leurs intentions c'est qu'ils sont justement utiles au maintien de l'espoir, qui n'est finalement que “cet indispensable accessoire de l'esprit qui nous montre un agencement optimiste mais fantasmé de la réalité, derrière lequel se déroule l'histoire concrète de notre fin” (lire : [L'espoir, ce nouvel obscurantisme](#)).



Notes :

(1) Le terme “écologie” est utilisé ici dans son acception courante qui le fait synonyme de “protection de l’environnement”. Mais l’étymologie du mot et sa définition précise ne correspondent aucunement à cette velléité (l’écologie n’est que l’étude des interactions entre les êtres vivants et leur milieu) et ce détournement sémantique participe sûrement à entretenir la confusion entre la simple étude de la réalité des faits et leur interprétation fantasmée.

(2) Les arguments présentés dans ce texte sont vérifiables, il est possible de les éprouver expérimentalement. Jusqu’à aujourd’hui, toutes les vérifications faites de ces éléments de bon sens et des lois fondamentales de la physique les ont validés.

Toutefois, si l’issue est certaine et qu’il ne sera pas possible à l’humain de se développer à l’infini ni même de protéger peu ou prou son environnement, d’aucuns rétorqueront qu’il reste une part d’incertitude quant à notre avenir et que le doute, le scepticisme doivent être maintenus dans notre analyse du réel. Mais ces arguments, laissant une place au hasard et dont je reconnais l’attrait pour ce qu’ils nous rassurent sur notre capacité à « changer le monde » ne semblent appuyés que sur des interprétations opportunistes mais partielles, voire erronées des connaissances scientifiques. Lire l’article [Espoir et méthodologie : utilisation](#)

opportune mais erronée des concepts scientifiques.